

François Bouillon, SNESup

Vous m'avez demandé de traiter de ce thème selon un triple aspect : enjeu de société, contradictions et points d'appui pour une alternative.

Après une introduction, je suivrai scolairement ce plan en trois parties comme vous m'y avez invité.

L'Université, au sens très large du terme qui inclut, selon moi, ce que nous appelons en France : le système de recherche comme l'enseignement supérieur, est en crise.

Trois symptômes majeurs de cette crise :

-Le Mouvement des chercheurs en 2005, avec à sa tête les jeunes chercheurs plus qu'inquiets d'une recherche publique laissée à l'abandon et d'une recherche privée qui est très faible en France. Situation qui bouche leur horizon.

-Le Mouvement contre le CPE qui exprime l'angoisse de la précarisation des jeunes en dépit d'études supérieures sanctionnées par un diplôme.

-La Mobilisation contre la LRU comme réponse inadaptée aux défis auxquels est confrontée l'université française.

Cette crise s'articule à deux « éléments structurants négatifs » et en interaction : la panne de la démocratisation et le dualisme de l'enseignement supérieur français.

A/ La panne de la démocratisation

L'Université française est un instrument puissant. En 30 ans, elle a multiplié par dix ses effectifs permettant une réelle massification de l'enseignement supérieur. Elle a réussi la performance, en relation avec les grands organismes de recherche comme le CNRS et l'Inserm, de concilier une recherche de haut niveau et une ouverture non sélective à l'enseignement supérieur pour un nombre de plus en plus grand d'étudiants et d'étudiantes.

Pourtant si l'instrument est bon, l'absence d'accompagnement budgétaire de cette massification a entraîné ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui *La grande misère des universités.*

Aujourd'hui l'université française ne parvient plus à démocratiser l'accès au savoir et à de plus en plus de mal à faire reconnaître la qualité de sa production scientifique.

B/ Le dualisme de l'enseignement supérieur

Ce double obstacle que constitue la panne de la démocratisation et la stagnation de l'effort de recherche s'ancre, selon moi, dans un mal français plus profond qui est le dualisme de l'enseignement : d'un côté le système CPGE/ Ecole /Grandes écoles n'ayant pas en son centre la production de connaissances, étant fondamentalement élitiste et auquel la collectivité nationale accorde la priorité en matière de dépense par étudiant ; de l'autre une université qui accueillait

moins de 5% d'une classe d'âge dans les années 1960 et qui accueille aujourd'hui le moitié d'une génération.

1.- UN ENJEU DE SOCIETE

Ces deux « éléments structurants négatifs » –la panne de la démocratisation et le dualisme de l'enseignement supérieur- engendrent un double problème de société.

A/ Premier problème de société : le dualisme.

Le dualisme de l'enseignement supérieur, spécificité française, est inadapté par rapport à l'évolution des sociétés depuis la fin de seconde guerre mondiale (Thèse Aghion/ Cohen). Dans leur livre « La croissance française » ces deux auteurs défendent la thèse de la pertinence de la formation des élites dans les écoles et les grandes écoles au moment de la reconstruction du pays après la seconde guerre mondiale ; moment où l'enjeu était de rattraper le retard et où il suffisait de transférer, grâce aux ingénieurs, des connaissances et des technologies produites outre-Atlantique notamment. Cette formation devient impertinente à partir du moment où l'enjeu principal dans une « société de la connaissance » c'est la production de savoirs nouveaux et la capacité d'innover, c'est-à-dire celui d'une formation des élites innervée par la recherche. De ce point de vue, le système CPGE/grandes écoles devrait s'effacer au profit des universités.

B/ Deuxième problème de société : Insuffisance du nombre d'étudiants.

L'université d'aujourd'hui n'est plus celle de la réussite et de l'ascension sociale. 40% des inscrits en premier cycle échouent et la masse des étudiants combinent leurs études avec la précarité de petits jobs ou en état de dépendance familiale. Les inégalités se reproduisent et s'y accentuent.

Dans leur course en avant vers plus de concurrence, les établissements mènent des politiques réservant plus de moyens à des formations élitistes et délaissent les formations de premiers cycles ; en particulier dans les secteurs jugés les moins porteurs : lettres et Sciences humaines, STAPS ...

Or, la France ne souffre pas d'avoir trop d'étudiants. Elle n'en a pas assez et se trouve en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE.

Résumé 1 : L'enseignement supérieur souffre d'une architecture globale à repenser entre ses différents pôles : Universités, IUT, CPGE/grandes écoles...Il ne souffre pas de l'absence de sélection mais d'une sélection insidieuse dans des premiers cycles totalement sous dotés où les étudiants issus des classes populaires sont laissés à eux-mêmes.

2.-QUELLES CONTRADICTIONS ?

A/ Première contradiction : une ambition sans moyens.

Cette contradiction est la plus simple. La Loi d'orientation pour l'avenir de l'école du 23 Avril 2005 affichait l'ambition de 50% d'une classe d'âge au niveau de la licence alors que nous sommes à 33% ; mais dans le même temps la dépense par étudiant à l'université stagne et est très en-deçà de ce qui est nécessaire. L'ambition d'au moins 10000€ par étudiant a été maintes fois proclamée et sans effet de suite. La promesse de 5 milliards de plus par an n'a reçu aucune traduction dans le budget 2008.

B/ La deuxième contradiction : augmentation du nombre d'étudiants/sélection.

Alors qu'il y a un accord assez fort sur la nécessité d'augmenter le nombre d'étudiants en même temps l'université est hantée par le fantôme de la sélection.

De manière récurrente revient la tentation de sélectionner à l'entrée de l'université et, très récemment, avec la mise en place du LMD.3.5.8 la sélection à l'entrée du master.

C/ Troisième contradiction : soutien aux études et disponibilité des enseignants-chercheurs et des enseignants du supérieur.

La massification de l'enseignement supérieur a alourdi les tâches d'enseignement non seulement en raison des effectifs, mais surtout parce que les diplômes, les crédits, les contrôles, les stages...se sont multipliés.

Ainsi l'organisation même des enseignements devient une activité de plus en plus prenante, parfois extrêmement lourde pour ceux qui s'y consacrent, sacrifiant ainsi une part du temps dévolu à la recherche. Il arrive d'ailleurs que des enseignants-chercheurs changent insensiblement de métier en devenant des « managers » de l'organisation universitaire. Je reprends ici les analyses de François Dubet sur les mutations du métier d'universitaire.

« De son côté, la recherche s'est professionnalisée et « bureaucratisée ». Non seulement les chercheurs doivent être de bons spécialistes de leur discipline mais ils doivent aussi s'engager de plus en plus dans l'organisation de la vie scientifique. A côté du « publier ou périr » qui établit la notoriété scientifique, un bon chercheur cherche des contrats nationaux et internationaux, consacré un temps considérable à la rédaction de rapports d'évaluation, à l'organisation de colloques, à la vie des revues, à la participation aux diverses commissions. Bien souvent, la « carrière » scientifique peut être décrite comme le passage d'un rôle de pur chercheur vers un rôle d'administrateur de la recherche. Progressivement les universitaires deviennent des administrateurs.

Cette tendance générale a profondément diversifié le monde universitaire. Se dessinent des profils de carrière fortement contrastés : les uns cherchent, les autres enseignent et certains administrent, même si la plupart s'efforcent de faire tout à la fois. »

Il est probable que la LRU et l'absence de moyens aggravent cette tendance sans parvenir à construire un nouveau « modèle » de l'université dont il faudrait pourtant accoucher. C'est comme si les universitaires ne cessaient de courir derrière les mutations de l'université.

Résumé 2. Alors qu'il faudrait des enseignants plus disponibles pour permettre la réussite des étudiants, les enseignants du supérieur le sont de moins en moins.

3.-QUELS POINTS D'APPUI POUR UN PROJET ALTERNATIF

A/ La demande sociale de scolarisation supérieure

Cette dynamique de la demande sociale reste forte. Les politiques, en fonction de leurs options, essaient parfois de la contenir voire de la détourner. Souvent, cela prend la forme de la question de l'orientation, des débouchés et de la professionnalisation des formations supérieures.

A cette fin, sont construits des discours comme la mauvaise orientation des étudiants vers des filières comme la psychologie ou les STAPS.

Examinons. L'enquête « génération 2001 » du Centre d'études et de Recherches sur les Qualifications (CEREQ) sur les sortants 2001-2004 de l'enseignement supérieur face au marché du travail redresse quelques idées reçues.

La filière STAPS a vu le jour en 1975. A l'époque le nombre d'étudiants inscrits était d'environ 6000. Trente ans plus tard, les effectifs ont été multipliés par huit.

Premier enseignement : l'emploi des diplômés STAPS y est généralement plus fréquent mais également plus précaire. Ainsi, trois ans après leur sortie de l'université, les jeunes issus de STAPS sont moins touchés par le chômage que l'ensemble des sortants de l'enseignement supérieur (8% contre 12%). Le taux de chômage des seconds cycles d'environ 6% est comparable à celui des diplômés des écoles d'ingénieurs mais l'emploi occupé est plus fréquemment à durée limitée. Bref, des taux de chômage faibles au bout de trois ans mais des emplois à durée limitée.

A niveau de diplôme égal la part de cadres et de professions intermédiaires est sensiblement plus élevée que dans les autres filières mais avec des rémunérations qui sont en revanche légèrement inférieures à la moyenne.

Deuxième enseignement : un emploi sur deux est en rapport avec le sport, à partir du second cycle, la part des professions n'ayant aucun rapport avec le sport diminue. Les emplois diffèrent néanmoins selon la filière suivie. L'examen des intitulés d'emplois déclarés indique une forte prépondérance des emplois liés à la formation, moniteur, animateur, formateur, éducateur sportif et enseignant des activités sportives au sens large.

Parmi la diversité de ces professions on note 15% de sapeurs pompiers, gendarmes, policiers, militaires, 14% de professions liées à la vente (vendeur, technico-commercial, conseiller de vente, assistant commercial ; 9% de surveillants en établissements scolaires, 4% de professeurs des écoles ; 3% d'emplois d'aides-éducateurs ou dans le secteur de la santé et du social.

Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, les travailleurs non salariés ne sont pas plus nombreux chez ces jeunes que chez ceux issus d'autres spécialités universitaires de même niveau.

Bref, en dépit des discours sur la mauvaise orientation l'université donne à ces étudiants une « culture moderne » qui leur permet d'être mieux protégé que ceux qui n'ont pas de diplôme supérieur. Culture moderne universitaire qui inclut la professionnalisation et les protège pour une part du chômage.

B/ L'attachement des étudiants à la réussite.

En avril 2002, c'est déjà loin, mais cela me semble toujours d'actualité, nous avons publié avec l'UNEF un manifeste avec en son cœur la proposition d'une révolution pédagogique : plus grande

disponibilité des enseignants du supérieur, dispositifs pédagogiques innovants, moins d'étudiants dans les TD, TP, réduction des cours magistraux, travaux interdisciplinaires...

Mais cela signifie que le statu quo est impossible.

C/ Les premiers cycles

Il existe de plus en plus un consensus pour s'attaquer plus résolument à l'échec en premier cycle, y compris en faisant un effort financier. L'engagement gouvernemental d'un milliard supplémentaire par an sur 5 ans promis à la communauté universitaire en réponse à la mobilisation étudiante ne s'est pas traduit dans les faits.

Cela supposerait notamment un plan emploi conséquent afin d'améliorer l'accompagnement des étudiants et de mettre en œuvre une véritable révolution pédagogique.

Mais l'hypothèque budgétaire ne doit pas dispenser la communauté universitaire de prendre à bras-le-corps la lutte contre l'échec dès l'entrée dans le premier cycle.

Mettre en œuvre des dispositifs scientifiques et pédagogiques innovants qui répondent à cet objectif est le meilleur moyen de faire éclater au grand jour l'impératif de mener de front transformations qualitatives et mesures budgétaire.